

Notes d'allocution

de

l'honorable Jean-Yves Duclos,
ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
et Celina Caesar-Chavannes,
Secrétaire parlementaire de la ministre du Développement
international

pour

la présentation du Canada sur
l'Examen national volontaire à l'Organisation des Nations unies

New York

17 juillet 2018

La version prononcée fait foi

(2018 PASRB 000602)

Ministre Duclos :

Monsieur le Président, vos Excellences, honorables ministres, invités distingués, autres délégués, collègues, et amis : c'est un honneur d'être parmi vous aujourd'hui aux Nations Unies pour présenter le premier Examen national volontaire du Canada.

J'aimerais d'abord féliciter les Nations Unies pour leurs efforts soutenus afin d'encourager tous les gouvernements à collaborer en vue d'éliminer la pauvreté et les inégalités, de créer des sociétés plus

prospères et paisibles, et de protéger la planète.

Le Canada est fier de supporter le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et nous sommes déterminés à faire avancer la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

Notre premier ministre Justin Trudeau l'a bien dit lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies l'automne dernier : « Les Objectifs de développement durable comptent autant au Canada que partout ailleurs dans le monde. Nous

entendons bien les mettre en œuvre au pays tout en poursuivant notre collaboration avec nos partenaires internationaux afin que les objectifs soient atteints aussi dans le monde entier. »

C'est pourquoi notre gouvernement prend des mesures concrètes pour que notre pays soit plus juste et pour s'assurer que sa prospérité et sa croissance profite à tous.

Nous mettons en place des politiques et des programmes visant à lutter contre la pauvreté, à protéger la planète et à faire en sorte que les réussites économiques,

sociales et environnementales du Canada profitent à tous.

À cet égard, les travaux du gouvernement canadien tiennent compte du besoin plus vaste à l'échelle mondiale de créer des sociétés plus paisibles, plus prospères et plus inclusives.

Dans le cadre du Programme 2030, nous observons des gens et des gouvernements de partout dans le monde prendre des moyens ambitieux pour lutter contre la pauvreté et bâtir un avenir plus durable pour tous .

J'aimerais prendre un moment pour traiter plus particulièrement de deux objectifs : mettre fin à la pauvreté et assurer un avenir plus durable. Pour certains ces objectifs peuvent sembler contradictoires. Certains croient en effet qu'on peut soit faire croître l'économie, soit protéger l'environnement. Qu'on peut ou bien stimuler la croissance et créer des emplois OU bien réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Notre gouvernement, pense plutôt que nous pouvons faire en sorte que faire

croître l'économie et protéger
l'environnement aillent de pair.

Au Canada et partout dans le monde, les
personnes en situation de pauvreté sont les
plus touchées par les changements
climatiques.

Lorsque les besoins fondamentaux sont
menacés et que la vie des personnes vivant
dans la pauvreté devient plus difficile, il
semble parfois plus simple de faire des
choix à court terme, plutôt que de trouver
des solutions durables à long terme.

La pauvreté est l'une des plus importantes menaces environnementales au monde.

Notre gouvernement comprend et reconnaît que la lutte contre la pauvreté et assurer des chances justes et réelles pour tous de s'épanouir sont des outils essentiels pour protéger notre environnement.

En tant que ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social du Canada, j'ai l'honneur de coordonner les efforts de notre pays dans la lutte contre la pauvreté.

Lorsque le premier ministre Justin Trudeau m'a nommé au sein de son conseil des ministres, il a fait de l'élaboration de la toute première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté une priorité de mon mandat.

Nous dévoilerons sous peu cette stratégie, mais il est important de noter que nous avons commencé à prendre des mesures pour lutter contre la pauvreté depuis que notre gouvernement est arrivé en poste.

L'une des premières mesures que nous avons prises a été la mise en place de l'Allocation canadienne pour enfants, une

prestation non imposable qui donne aux familles canadiennes plus d'argent pour les aider à payer les coûts élevés qu'ils doivent assumer pour élever des enfants.

L'Allocation a permis à des centaines de milliers de Canadiens, y compris 300 000 enfants, de sortir de la pauvreté.

Notre gouvernement a également investi dans le logement aide la garde et l'apprentissage des jeunes enfants.

Nous savons que ce sont là les investissements les plus percutants que

nous puissions faire pour les Canadiens de la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour faire partie de la classe moyenne. Ces investissements permettent de créer davantage de possibilités pour tous, de faire avancer la cause de l'égalité entre les sexes et de renforcer notre économie.

La Secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international du Canada, Celina Caesar-Chavannes, partagera maintenant avec vous ce que le Canada fait à l'échelle internationale pour lutter contre la pauvreté et bâtir un avenir plus durable pour tous.

S. P. Celina Caesar-Chavannes :

Les mesures prises pour favoriser la création de sociétés et d'économies solides et résilientes doivent également tenir compte de l'environnement. Le Canada reconnaît l'importance et l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre les enjeux environnementaux à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi le Canada a lancé une stratégie nationale pour s'attaquer aux enjeux environnementaux tout en tenant compte des Objectifs de développement

durable ainsi que de notre engagement relatif à l'Accord de Paris.

Le Canada reconnaît également que ces enjeux n'ont pas de frontière.

Tout comme nous déployons des efforts à l'échelle nationale pour donner à tous une chance réelle et juste de réussir et faire en sorte que tous les Canadiens puissent partager également notre prospérité, nous adoptons une politique étrangère qui est guidée par la conviction que personne ne devrait être laissé pour compte.

Cela est tout particulièrement vrai dans le cas des femmes et des filles. Beaucoup trop souvent, et à beaucoup trop d'endroits, les femmes et les filles sont confrontés à la discrimination et à des obstacles qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel.

Notre gouvernement veut que les femmes et les filles participent pleinement aux processus décisionnels et à l'élaboration de politiques afin qu'elles puissent contribuer à définir les services, les programmes et les politiques qui ont une incidence sur leurs vies.

Le Canada est devenu un champion mondial de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale.

Nous adoptons avec conviction une approche fondée sur les droits en ce qui a trait au développement international. Nous sommes également convaincus de notre approche d'adopter une lentille intersectionnelle afin d'analyser et de mettre en œuvre des programmes. Cela nous oblige à accepter les différentes façons dont les systèmes de catégorisation

sociale selon le genre et la sexualité, la race et l'ethnicité et classe sociale se croisent les uns avec les autres.

Lorsque nous avons lancé notre Politique d'aide internationale féministe l'année dernière, nous avons concentré nos efforts sur la réduction du fossé entre les hommes et les femmes et l'élimination des obstacles à l'égalité entre les sexes afin d'améliorer efficacement les chances de réussite de chacun.

Par exemple, lorsque des obstacles juridiques et sociaux qui sont

discriminatoires à l'égard des femmes sont éliminés, des changements remarquables peuvent être observés. Grâce à un meilleur accès aux possibilités, aux biens et au capital, les femmes peuvent démarrer des entreprises, obtenir des emplois décentes et faire des choix éclairés, pour ensuite investir les profits dans leur famille et leur communauté.

De plus, nous reconnaissons que l'accès à l'éducation doit aller de pair avec l'accès à des services de soins de santé sexuelle et reproductive et à des emplois décentes.

Nous le savons grâce à notre propre

expérience au Canada, et nous sommes fiers de défendre ces mêmes droits pour les femmes partout dans le monde.

En tant que Canadiennes et Canadiens, nous sommes fiers des progrès que nous avons réalisés, mais nous reconnaissons également que nous avons encore du travail à faire.

Depuis trop longtemps, les groupes sous-représentés comme les femmes, les nouveaux arrivants, les Autochtones, les personnes handicapées et les communautés LGBTQ2 font face à des

obstacles qui les empêchent de profiter pleinement de la prospérité économique, sociale et environnementale du Canada.

Plus particulièrement, nous devons reconnaître le passé marqué par les abus et les politiques colonialistes du Canada à l'égard des peuples autochtones dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Notre gouvernement s'est donné comme priorité de consulter les peuples autochtones dans le cadre des efforts de réconciliation et de créer un Cadre de

reconnaissance et de mise en œuvre des droits en partenariat avec les peuples autochtones.

Comme l'a déclaré le premier ministre Justin Trudeau à l'occasion de la Journée nationale des autochtones :

« Aucune relation n'est plus importante pour le Canada que la relation que nous entretenons avec les peuples autochtones. Notre gouvernement travaille avec les Autochtones en vue de créer une relation de nation à nation fondée sur le respect, le partenariat et la reconnaissance des droits. »

Notre défi et notre responsabilité envers les peuples autochtones et tous les groupes sous-représentés sont de lutter contre les inégalités et de mettre fin à l'exclusion sociale afin que tous les Canadiens sentent qu'ils participent à ce que nous bâtissons : un meilleur monde pour tous.

Nous devons nous employer à réduire l'incertitude sociale, politique et économique, et nous pouvons y arriver en veillant à ce que la prospérité profite à tous.

Nous devons nous engager auprès des groupes sous-représentés en protégeant et en défendant leurs droits fondamentaux; en augmentant leur participation à la prise de décisions; et en réunissant les conditions nécessaires pour leur offrir un accès accru et durable aux ressources.

Nous devons placer la population au cœur de tout ce que nous faisons.

Je vais maintenant laisser le ministre Duclos conclure.

Ministre Duclos :

Merci Celina.

Le premier Examen national volontaire du Canada est une étape essentielle de tous les travaux qui doivent être réalisés. Il nous donne l'occasion d'examiner notre progression et de déterminer les prochaines étapes, ensemble.

Et quand je dis ensemble, je ne parle pas seulement au Canada, mais aussi à l'ONU, qui est et restera un forum vital pour la coopération mondiale afin de trouver des solutions aux défis les plus pressants. Afin de construire un monde meilleur, le

multilatéralisme est la preuve que nous sommes plus forts quand nous sommes ensemble.

Le Canada est votre partenaire et allié pour faire avancer cet ambitieux engagement mondial.

Merci.